

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15, place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 18/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CEMEX - ELG**

183 rue des Cornaillères  
Agence Centre et Pays de la Loire CS 10065  
45650 Saint-Jean-le-Blanc

Références : IC240246\_RAPVI\_ELG CEMEX\_BEAUILLIERS  
Code AIOT : 0010006060

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement CEMEX - ELG implanté La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler l'état de propreté des carrières et de leurs abords ainsi que la sécurisation de leurs accès. Les suites des précédentes inspections n'ont pas été abordées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX - ELG
- La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers
- Code AIOT : 0010006060

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELG exploite une carrière de calcaires de Beauce au lieu-dit « La Fosse Aubert » sur la commune de BEAUVILLIERS.

L'inspection des installations classées a contrôlé l'accès à la carrière depuis la RN 154 jusqu'au pont bascule. Elle a fait une vérification partielle de l'état des clôtures et des merlons limitant l'accès à la carrière.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipement : Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet
3	Aménagements accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Equipement : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipement : Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ; - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>La voie de circulation appartenant au site qui va de la RN 154 jusqu'à la carrière est bituminée et convenablement nettoyée. L'exploitant a prévu sur cet accès un système de chicanes par des blocs calcaires pour ralentir les véhicules qui sortent de la carrière. A l'entrée/sortie de la carrière, il a été constaté la présence d'un laveur de roues par jets sous pression.</p> <p>Le jour de l'inspection, trois camions sont sortis de la carrière : deux n'étaient pas bâchés mais ils semblaient vides et un autre camion était bâché.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Prévention des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> <p>(...)</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dans son ensemble est en bon état de propreté et est entretenu.</p> <p>Il est aménagé pour pouvoir circuler par une voie carrossable sur l'un des bords de la carrière, ainsi qu'en fond de fouille et jusqu'au front.</p> <p>Les véhicules sortant de la carrière passent par le laveur de roues qui se déclenche automatiquement à leur passage.</p> <p>Il n'a pas été constaté d'envols de poussières, de dépôt de poussières ou de boues sur la voie publique ni sur la voie d'accès à la carrière depuis la RN 154.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Aménagements accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements accès</p>

<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
<b>Constats :</b>  L'accès au site se fait par une route perpendiculaire à la RN 154 qui dispose d'une bonne visibilité dans les deux directions. La RN 154 disposant d'un trafic assez intense, un aménagement de l'accès (voies de décélération/accélération) améliorerait la sécurité de l'accès.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un portail fermant l'accès à son site en dehors des heures ouvrées. L'exploitant a précisé qu'il ferme à clef. Le site dispose de clôtures et/ou de merlons pour interdire l'accès à son site. L'exploitant a précisé qu'un système de clôture puis de merlon limite l'accès aux fronts de la carrière. Cependant la clôture est absente ou détériorée à certains endroits notamment au début de l'accès poids-lourds.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 5 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence d'un panneau conforme à la réglementation à l'entrée du site en amont du portail fermant l'accès au site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite